

Enbata

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE

11 octobre 2007

N° 1998

1,22 €

Ludo Docx : un Flamand
en Euskal Herria



La stratégie de l'étouffement

ISSN 0294-4596



917702941459006



Plus à me frapper on s'amuse, tant plus de marteaux on y use

QUATRE octobre à Segura en Gipuzkoa, le pouvoir espagnol arrête les 23 dirigeants de Batasuna. Après la dissolution du parti et la suspension de ses activités, c'est la deuxième fois en 10 ans que Madrid procède à une telle rafle. José Luis Rodriguez Zapatero adresse ainsi un triple message. D'abord à son opinion publique qui ne demande que ça. À quelques mois des élections législatives qui auront lieu au printemps, violemment critiqué par la droite et dans son propre camp pour avoir négocié avec les «terroristes» basques, soupçonné de devoir payer un prix pour la paix, le Premier ministre socialiste tient maintenant à caresser ses futurs électeurs dans le sens du poil. Le 8 juin, deux jours après la rupture du cessez-le-feu par ETA, le porte-parole de la formation dissoute, Arnaldo Otegi est incarcéré. Le 9 septembre, vient le tour de Juan Mari Olano, leader des Gestoras pro amnistia. Aujourd'hui, la plupart des dirigeants indépendantistes sont sous les verrous. Ce que la Dame de fer Margaret Thatcher n'a jamais fait avec le Sinn Féinn (1), Zapatero l'ose. En vrai dur qui défendra jusqu'au bout l'indivisibilité de la «España una, grande, libre», il n'a aucune leçon à recevoir du PP.

Le deuxième message s'adresse au président de la Communauté autonome Juan José Ibarretxe qui veut organiser un référendum à caractère souverainiste d'ici un an. Cette montée d'un cran dans la répression ne manquera pas de crispier et de radicaliser la situation politique au Pays Basque avec son cortège de kale borroka, d'attentats, voire de meurtres contre des élus du PSOE et du PP. Un tel contexte gênera, peut-être même empêchera, le déroulement de la procédure référendaire. Habilement, Zapatero réinjecte le poison dans le camp adverse pour que les Basques auto-annihilent leurs velléités souverainistes. La démarche de référendum est déjà en soi difficile et risquée. Elle deviendrait alors impossible pour mobiliser sereinement l'électorat dans les trois provinces et lui donner une légitimité suffisante aux yeux de la communauté internationale. C'est pourtant la seule voie pour aboutir à un règlement sur le fond et à l'apaisement.

Rayer Batasuna de la carte a une autre conséquence grave sur le plan abertzale: son électorat, entre 10 et 15%, disparaît du fait du non-report de ses voix sur d'autres formations. Les électeurs de Batasuna sont comptabilisés comme blancs ou nuls. Avec l'effet multiplicateur de la proportionnelle, voilà le camp abertzale affaibli face au camp espagnoliste.

Le troisième message s'adresse à la mouvance indépendantiste basque. Depuis 2002, Batasuna n'est plus qu'un parti virtuel, corseté dans des limites restreintes par le pouvoir central. Pas d'élus, si ce n'est un nombre limité sous d'autres noms, EHAK ou ANV. Des sièges locaux, les Herriko taberna, permettant à la base de se mobiliser, quasiment tous fermés. Conférences de presse et manifestations pu-

bliques tolérées sous la forme d'appels à défiler lancés au nom et sous la responsabilité de personnes physiques. Harcèlement judiciaire incessant contre militants ou anciens élus.

Voici à peine quelques mois, plusieurs des dirigeants incarcérés aujourd'hui étaient assis à la même table de négociation que le PSOE, sous le contrôle d'une instance internationale et avec la caution d'un Etat de l'Europe du Nord. José Luis Rodriguez Zapatero n'en a cure et montre, en miroir d'ETA, qu'il est dans la logique de l'escalade et veut en découdre, y compris sur le terrain politique. Porter gravement atteinte aux libertés publiques fondamentales, liberté d'opinion, droit de réunion, ne donne aucun état d'âme à ce dirigeant de gauche.

L'Espagne espère-t-elle éradiquer ainsi la question basque? Elle sait que les temps ont changé. Nous ne sommes plus comme au XVI^e siècle ou en 1936, lorsque le roi de Castille ou le général Mola firent passer de vie à trépas tous les Navarrais qui relevaient la tête. Nous ne sommes plus au temps du Sumarissimo de Burgos où un général espagnol dont l'histoire n'a pas retenu le nom, voulut mettre tous les militants abertzale sur un bateau et le couler. Nous ne sommes plus au temps de la transition où les escadrons de la mort et les barbouzes des socialistes de Felipe Gonzalez venaient abattre les réfugiés en Iparralde. Nous sommes dans l'après 11 septembre où tous les «terroristes» sont à mettre dans le même sac, justes bons à jeter à Guantanamo ou à Abou Graïb.

Zapatero s'est engagé dans une stratégie d'étouffement politique progressif, de lente réduction au silence de ce confetti qui se révolte encore en Europe de l'Ouest. Les 150.000 Basques qui soutiennent et qui secrètent l'abertzalisme le plus intransigeant sauront-ils s'adapter? La capacité d'intervention militaire de l'organisation armée basque a beaucoup faibli, tant la répression policière a pris une longueur d'avance pour en venir à bout. Le cycle action-répression-action dont ETA s'est nourri tout au long de son histoire, va-t-il fonctionner encore comme par le passé? ETA parviendra-t-il à éviter une sorte de «GRAPO-isation» et devenir totalement marginal? Trouvera-t-il en lui les ressources pour s'adapter à la nouvelle donne et sauver l'avenir du projet indépendantiste, comme le firent hier les Catalans?

Certes, le rapport de force entre deux cent mille Basques irréductibles et plus de cent millions de Français et d'Espagnols dotés de deux appareils d'Etat, a de tout temps été une gageure pour Euskal Herria. La raison du plus fort est toujours la meilleure, mais comme le répondit au roi un Huguenot, après la féroce répression de Wassy en 1580: «Plus à me frapper on s'amuse, tant plus de marteaux on y use».

(1) Elle s'est contentée, si l'on peut dire, de les interdire de séjour en Angleterre et de les priver de parole à la radio et à la télévision.

Quelques actualités optimistes du moment

... de l'arrestation de la veuve du général Pinochet, et de ses cinq enfants, pour détournement de fonds publics. La famille de l'ancien dictateur aurait ainsi «*mis de côté*» pas moins de 27 millions de dollars entre 1980 et 2004. Tartaro n'est pas surpris: une dictature militaire c'est toujours du vol à main armée.

... des aveux de Marion Jones, quintuple médaillée olympique à Sidney, convaincue de dopage après avoir nié les faits pendant 7 ans. Même quand on court vite, tôt ou tard la vérité vous rattrape!

... que pour sauver ses meubles, Arnaud Lagardère, l'un des principaux actionnaires d'EADS, ait vendu au prix fort une partie de ses actions, avant qu'elles ne plongent, à la Caisse des dépôts et consignation, établissement public chargé, entre autres, du financement du logement social. Chez EADS, il n'y a pas que les avions qui volent.

.. que la porte-parole du gouvernement espagnol, Maria Teresa Fernandez de la Vega, annonce sans rire après l'arrestation des dirigeants de Batasuna: «*L'Etat de droit fonctionne, le pouvoir judiciaire est indépendant et fonctionne suivant le principe de légalité*». Comme disait Goebbels, ministre de la propagande d'Adolf Hitler: «*Plus le mensonge est gros, plus les gens y croient*».

... et réjouit du prix européen de l'excellence (EFQM Excellence Award) reçu par l'ikastola Lauaxeta d'Amorrebietia. Déjà deux fois cités les années précédentes pour ses installations et sa pédagogie, l'établissement bizkaitar qui scolarise 1.400 élèves et où l'enseignement est exclusivement bascophone, remporte cette fois le pompon. Même plus besoin de parler chrétien pour être leader européen.

... des propos lénifiants du président de l'UPPA qui, comme à chaque rentrée, se borne à prendre acte de la chute continue des effectifs de l'université paloise. Tartaro comprend mieux pourquoi certains veulent que le campus du BAB quitte l'UPPA et devienne une université de plein exercice: parce qu'on n'a jamais vu le chien crever remonter le fil de l'eau.

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 55€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190.

Implantation de JEZ

L'entreprise créée en 1926, à Lauadio (Alaba), spécialiste dans la fabrication d'aiguillage de chemin de fer en pleine expansion, atterrit à Arberatzte par le biais de Teknalia, centre de technologie initié par le gouvernement basque. Elle avait opté au départ pour la ville de Sorria, mais grâce «à certaines antennes» proches de Teknalia et de la CCI de Baiona, la possibilité d'Iparralde a été assez vite étudiée,



avec la méthodologie CCI, assez efficace en la matière. Dans un premier temps, Maule avait été envisagé, mais, faute de terrain disponible, à courte échéance, la capitale de la Soule a été malheureusement écartée.

Fort heureusement, il y en avait à Arberatzte et les conditions d'implantation ont été vite réglées (2,5ha nécessaires) et, cette fois, de façon plus discrète que dans le dossier «*Mendionde*». La proximité de l'autoroute (15 à 20 minutes) a aussi été un point positif.

Conséquence sur l'emploi: 43 personnes dès la 1^{ère} année et 76 prévues à terme.

La particularité de JEZ: haute technicité et la qualité. Elle est certifiée EFQM. Zer da hori? C'est le plus haut degré de certification qualité, en plus d'ISO 9001, ISO 14001 liée à l'environnement, QSE intégrant la sécurité, EFQM englobe toutes les précédentes plus le management, la satisfaction des salariés et bien d'autres secteurs vitaux de l'entreprise. Il y a 1.000 organismes ou entreprises certifiés EFQM en Europe, 16 en Hegoalde, 6 en France... dont une en Aquitaine; la seconde sera chez nous, à l'intérieur d'Iparralde. C'est bien sûr très intéressant pour notre environnement: sous-traitance, qualification professionnelle, conseils d'entreprise, vitrine technique d'Iparralde, relations intérieur/côte, etc. Il faut s'en réjouir, même si bien sûr, à mesure que l'on connaîtra mieux les détails, quelques points moins

Pantxo Bimboire

positifs pourront être découverts. La construction, elle-même, a été envisagée de façon hautement technique. C'est le centre Nobatek situé à Angelu, qui a la charge du projet, et les dirigeants de JEZ ont souhaité un traitement HQE du site. Zer da berriz hori? Il s'agit pour le site de satisfaire à 14 critères environnementaux définis dans une norme internationale: intégration dans le site, satisfaction des travailleurs, bilan énergétique, utilisation de matériaux écologiques, etc. Ce traitement HQE peut ensuite faire l'objet de certification HQE. Petite information: la certification HQE coûte très cher dans l'hexagone, entre 14.000 et 24.000 €. A ce jour et depuis 10 ans que la norme existe, il n'y a qu'un bâtiment certifié HQE en Aquitaine: le lycée de Blanquefort! A contrario, plusieurs constructions ont été traitées «*façon HQE*».

En résumé, il est à souhaiter que cette implantation participe de la réconciliation de l'entreprise industrielle avec la majorité des habitants d'Iparralde, elle a des arguments pour cela.

Comparaison Aquitaine/Euskadi, chiffres récents

Fin septembre à Bordeaux, dans le cadre d'une table ronde réunissant le délégué SPRI J-P. Ithurbide, bien connu en Iparralde pour avoir participé à la naissance des premières coopératives (Denek, Alki, etc.), le ministre de l'Industrie du gouvernement basque et son homologue français, le président de la Chambre de commerce d'Aquitaine présentaient la comparaison chiffrée suivante:

● Chômage:
Aquitaine: 1985: 11%, 2000: 10%
2007: 7.8%.

Euskadi: 1985: 22.7% 2000:
12.4%, 2007: 4.1%.

Il n'y a là bien sûr rien de nouveau pour les adeptes de l'économie que vous êtes mais, il est bon que ces chiffres soient sus, commentés et transmis par vous vers les récalcitrants de la décentralisation, dans des sphères dans lesquelles «*small is not beautiful*»...

Nous savons tous que dans l'hexagone le chômage est moins sensible à la croissance qu'ailleurs en Europe, mais la vieille image d'Euskadi sans travail est révolue. Cette information devrait aussi être utile à nos jeunes qui cherchent du travail.

● Implantation en Chine:
Aquitaine 2 entreprises, Euskadi 40.

Visiblement, gros volontarisme de conquête en Euskadi et absence de stratégie en Aquitaine. Mais l'Aquitaine existe-t-elle en tant qu'entité?

● Flux financiers imports/exports en milliards d'euros:
Aquitaine 10/12.7 M€.
Euskadi 17.2/16.5 M€.

Grosse perméabilité au monde d'Euskadi. Des exemples tels qu'Irizar —fabricant de bus et autocars— montrent que la croissance dans le monde s'opère en parallèle avec une croissance en Euskadi.

● Budget en milliards d'euros et mode de gouvernance:

Aquitaine: 1 M€ (soit 24.2 k€/km², 333 €/hab), pouvoirs limités en matière de développement économique, éducation, infrastructures, santé.

Euskadi: 9 M€ (soit 1.208 k€/km², soit 50 fois plus, et 4.160 €/hab soit 12 fois plus), large autonomie économique et financière, avec pouvoir de légiférer sur industrie, commerce, transport, etc.

Pour se convaincre des transformations opérées en 20 ans en Euskadi, allez donc voir par exemple les zones industrielles portuaires et les changements urbanistiques.

● PIB (produit intérieur brut) par habitant:

Aquitaine 25.7 k€,
Euskadi 25.4 k€. Comparable.

Cette comparaison a permis à l'assistance d'en déduire, en outre, que la stratégie industrielle (clusters) développée par le gouvernement basque était la bonne mais aussi que l'autonomie est facteur de progrès et de réussite.

Un chiffre sur l'économie d'Iparralde (tiré de l'enquête conjoncture semestrielle CCI Baiona)

Peut être vaudra-t-il la peine de s'attarder plus sur cette enquête. S'il faut en extraire deux chiffres relativement significatifs:

● les déclarations d'embauche dans le secteur industriel affichent une hausse de plus de 12% par rapport à la même période de l'année dernier, hausse supérieure à l'Aquitaine dans son ensemble,

● baisse des bénéficiaires du RMI de 4.2% en Iparralde (baisse de 2.3% dans le département).

Voilà donc mes propos optimistes d'octobre, imprégnés de vent du sud «*hego haize*», si cher à nos cœurs en cette saison de douce lumière, de fougère automnale et de palombes... rôties.



Ludo Docx : l'avenir de la Flandre passe par l'indépendance

Un Flamand parmi les Basques, un abertzale flamand parmi les abertzales basques. Voilà qui pourrait résumer l'existence peu banale de Ludo Docx, prêtre engagé s'il en est. Car c'est bien l'engagement et le don de soi qui guident la vie de ce grand militant de la foi chrétienne et de l'abertzalismo.

Enbata l'a rencontré dans sa maison de Donapaleu, Flandriako Etxea, dont il a fait un lieu d'accueil pour ses compatriotes flamands en visite au Pays Basque, à quelques mètres du couvent des Franciscains, qui l'a accueilli à son arrivée en Iparralde et dont la fermeture et la vente le désolent.

Il nous parle de sa jeunesse dans la Flandre d'entre-deux-guerres qui, dans une Belgique dominée par les élites francophones, n'était pas le pays prospère et sûr de sa force qu'elle est devenue aujourd'hui. Il nous dévoile comment se sont tissés ses liens intimes avec Euskal Herria, jusqu'à une installation définitive à Donapaleu.

Le regard qu'il porte sur la Belgique nous aide à mieux comprendre les tenants et aboutissants de la crise qui secoue le royaume.

L'implosion éventuelle d'un pays au cœur même de l'Union européenne serait un séisme d'une magnitude autrement plus ample que la partition de la Tchécoslovaquie en 1989. En commençant à dessiner une nouvelle carte géopolitique, elle pourrait préfigurer l'organisation à venir d'une Union enfin consciente de ses réalités historiques.

ENBATA: *Vous vivez au Pays Basque depuis une vingtaine d'années. On a du mal à saisir les raisons qui peuvent pousser un prêtre flamand qui occupe des fonctions importantes dans son diocèse d'Anvers, à tout abandonner pour s'expatrier en Pays Basque.*

Ludo Docx: Cela fait 19 ans que je vis en Pays Basque et 17 ans ici à Donapaleu. Je viens au Pays Basque depuis 34 ans. Je dois mon premier séjour en 1973 à Walter Luyten, sénateur abertzale flamand que beaucoup connaissent en Euskal Herria, dont l'action ainsi que celle de Willy Kuypers, m'a beaucoup touché à l'époque. Ces deux parlementaires flamands ont énormément fait pour la solidarité avec le Pays Basque opprimé par le régime franquiste. On se souvient de leurs nombreux séjours ici, notamment de leurs visites de soutien lors des grèves de la faim dans les églises d'Iparralde dans les années 70. Mais mon histoire avec le Pays Basque remonte à bien plus loin. Lorsque j'avais 6 ans, ma famille a accueilli «*una niña de Gernika*», l'une des 5 000 enfants réfugiés de la guerre civile accueillis en Flandre, dont les parents et la quasi totalité de la famille proche avait été tuée par les franquistes. Cette fillette a grandi

qui avaient entamé leurs études à Bilbao, Zaragoza ou Salamanca, mais avaient dû fuir à l'étranger. Ils achevaient leurs études dans la section francophone de Louvain, qui, en ce temps-là, était encore bilingue. Ils parlaient basque entre eux et mon premier contact avec l'euskara date de ces années-là.

Ma troisième rencontre avec Euskal Herria, qui fut décisive, s'est produite lorsque Walter, après une action de solidarité avec les grévistes de la faim, est revenu chez nous et a commencé à nous sensibiliser à la situation politique en Pays Basque.

Enb.: *Le prêtre engagé que vous étiez déjà ne pouvait qu'être sensible à ce qui se passait ici.*

L. D.: J'étais à l'époque responsable de la formation des enseignants, tâche que j'ai menée pendant 27 ans, pour le diocèse d'Anvers. Il faut savoir qu'en Flandre les écoles catholiques scolarisent presque les trois-quarts des élèves. Dans une Flandre de tradition catholique forte, elles jouissent d'une bonne notoriété.

Je suis issu d'une famille chrétienne pratiquante, mais pas cléricale, et surtout de forte sensibilité sociale. Nous n'avions aucun prêtre, aucune religieuse dans la famille. Avant l'émergence des partis traditionnels contemporains, il y

tradition des Guezen, donc des catholiques mal vus. Une anecdote: mon père était directeur d'une école publique. Ma mère dirigeait une école gérée par les religieuses. Elle a été mise à la porte quand ils se sont mariés, car, dans les années 20/30, le mariage était prohibé dans ces écoles de religieuses. Mon père l'a alors embauchée dans son école publique.

L'appel que j'ai ressenti à l'âge de 18 ans et qui a débouché sur mon engagement sur la voie de la prêtrise, est davantage lié à mon engagement dans les mouvements de jeunes qu'à la ferveur religieuse familiale. Car j'ai rencontré beaucoup de misère dans les familles, dans cette Flandre qui était loin d'être aussi riche qu'elle ne l'est de nos jours. Du reste, parallèlement à mon travail de formateur des enseignants, j'ai poursuivi ce travail auprès des jeunes et je suis devenu responsable des mouvements de jeunesse pour toute la Flandre. J'ai mené cette tâche jusqu'en 1978. Puis pendant dix ans, j'ai prolongé mon action auprès des jeunes dans le mouvement *Vivre et aimer* pour l'accompagnement des couples, jusqu'à mon installation au Pays Basque en 1988.

Je dois cette fibre sociale à mes parents. Nos parents nous ont toujours laissés libres de nos décisions et de nos engagements. Durant les six années d'études au séminaire, mon père n'a



Ludo Docx dans sa maison de Donapaleu

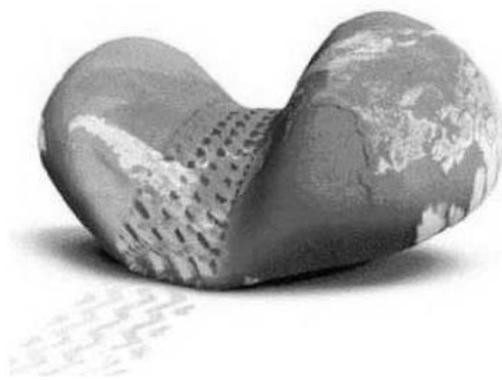
dans notre famille et a fait ses études universitaires chez nous. Elle a épousé un ingénieur flamand et habite à côté d'Antwerpen (Anvers).

Ma seconde expérience date de l'année de mon ordination, il y a exactement 50 ans. Cette année-là, je suis entré à l'université de Louvain pour poursuivre des études de psycho-pédagogie. J'y ai rencontré des dizaines de jeunes Basques

avait en Flandre deux courants catholiques qui remontaient au XVII^{ème} siècle: les Geuzen (les gueux), expression de la résistance contre l'occupant espagnol qui est resté chez nous pendant 148 ans, et les Sussen ou hyper-catholiques qui collaboraient avec l'occupant et que la hiérarchie catholique considérait comme les bons catholiques. Ma famille appartient plutôt à la

cessé de me répéter que si je changeais d'avis je pouvais toujours retourner à la maison. Il me le disait encore la veille de mon ordination, tout en me réaffirmant son respect de ma décision de devenir prêtre et en ajoutant: «*Ta mère et moi nous ne voulons qu'une chose, c'est que tu sois un bon prêtre, pas comme notre curé!*». Il est vrai que le curé de Berlaar, notre village, était davantage un

Travailler moins et gagner autrement(*)



*(...) La crise écologique nous oblige aujourd'hui à regarder les réalités en face et à devoir gérer une évidence incontournable : nous n'avons qu'une planète. Il faut donc remettre en question ce mode de production et de consommation qui ne peut être supporté que par trois ou six planètes.(...)"

Nous n'avons qu'une planète

Si le mode de production et de consommation des occidentaux actuels était adopté par l'ensemble de l'humanité (et une partie conséquente de cette dernière en prend le chemin : en Chine, en Inde, au Brésil...), il nous faudrait de trois (niveau européen) à six planètes (niveau USA). Or, nous n'en n'avons qu'une et nous avons déjà sérieusement commencé à perturber ses grands équilibres et mis à mal ses stocks de ressources naturelles.

20% de la population mondiale vivant en Europe, en Amérique du Nord et au Japon consomment aujourd'hui 80% de la richesse mondiale et produisent la majorité des émissions de gaz à effets de serre responsables du réchauffement de la planète. A l'intérieur de ces 20%, tout le monde ne participe pas à la même hauteur à cette véritable orgie. En France par exemple, selon l'INSEE, les biens possédés par les 10% les plus riches sont 64 fois plus importants que ceux possédés par les 10% les plus pauvres. Aux USA et en Grande-Bretagne, 10% de la population

bénéficie à partir des années 1990 de 40% du revenu national (alors que sa part était autour de 32% depuis 1945). Bref, nos sociétés sont formidablement inégalitaires et ce phénomène va en s'aggravant.

▼
*"3 edo 6 planetari esker
jarraitzen ahal den
ekoizpen eta kontsumo modu hori,
zalantzan jarri behar da.
Eta hori guri da egitea.
Datozen belaunaldientzat,
berantegi izanen da eta."*

La crise écologique nous oblige aujourd'hui à regarder les réalités en face et à devoir gérer une évidence incontournable : nous n'avons qu'une planète. Il faut donc remettre en question ce mode de production et de consommation qui ne peut être supporté que par trois ou six planètes. Il faut le faire main-

tenant, dans les 20 ans qui viennent car toutes les limites sont atteintes, tous les signaux d'alerte sont au rouge. C'est à nous de le faire. Pour les générations qui nous suivent, il sera déjà trop tard.

La solution est évidente

Contrairement à ce que les irresponsables qui nous gouvernent (et qui ont mis la planète et l'humanité dans cette situation) rabâchent, la croissance n'est donc pas une solution acceptable et il ne faut pas "travailler plus pour gagner plus".

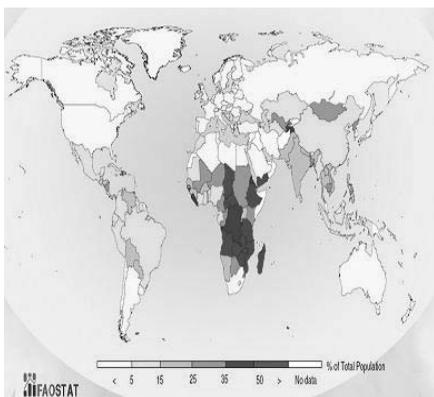
La solution est évidente, il faut au contraire baisser la consommation globale de matières, et dans un premier temps, de toute urgence, stopper sa hausse exponentielle⁽¹⁾.

Mais comment arriver à ce résultat, alors qu'une grande partie de la population mondiale vit dans la misère, et que même dans les sociétés occidentales, la pauvreté augmente et beaucoup de gens éprouvent de fortes difficultés à satisfaire leurs besoins élémentaires ?



En effet, malgré ce gaspillage effréné de ressources naturelles de la planète, il faut rester conscient que la misère fait

des ravages dans le monde. La faim ne recule plus. D'après le rapport de 2003 de la FAO, le nombre d'affamés qui baissait régulièrement depuis plusieurs décennies a recommencé à augmenter depuis 1995-1997. Les récentes fortes hausses du prix des céréales conjuguées à d'autres conséquences de phénomènes en cours (telles que le réchauffement climatique, la mondialisation néo-libérale, l'épuisement de certains sols et l'ascension des agro-carburants) laissent même craindre une accélération de cette augmentation, le nombre de gens souffrant de la faim pouvant atteindre prochainement le milliard. Deux milliards de personnes souffrent d'ores et déjà de carences alimentaires. Un tiers des citadins mondiaux, soit un milliard de personnes, vivent dans des bidonvilles ! Voilà le monde exact dans lequel nous vivons.



Carte de la faim dans le monde (FAO - 2003)

Ces réalités ont persisté, voire se sont aggravées, malgré le fait que la richesse d'une minorité a explosé, dans des proportions indécentes et a donc creusé un fossé gigantesque d'inégalités au niveau mondial et au niveau de chaque Etat.

Les milliardaires en dollars sont passés de 140 en 1985 à 476 en 2002 et 793 en 2005. Ces 793 personnes possèdent à elles seules 2600 milliards de dollars. D'après le PNUD, le revenu global des 500 personnes les plus riches du monde est supérieur à celui des 416 millions les plus pauvres du monde. D'après le capitaliste Jean Peyrelevade, 300 millions de propriétaires (soit 5% de la population mondiale) possèdent la quasi-totalité de la capitalisation boursière mondiale. Le montant nécessaire pour faire passer un milliard de personnes au-dessus du seuil de pauvreté est environ 300 milliards : cela équivaut à moins de 2% du revenu des 10% les plus riches de la population mondiale⁶.

Réduire le revenu des plus riches

Il faut donc à la fois baisser la consommation mondiale (et le transport -coûteux en énergies non renouvelables et grand émetteur de gaz à effet de serre-) de biens matériels, et augmenter celle des populations les plus pauvres. Une seule politique permet d'atteindre ce double résultat : changer radicalement la répartition des revenus au niveau mondial et au niveau de chaque Etat.

Une telle politique aurait immédiatement trois effets positifs :

1. Elle permettrait de distribuer du pouvoir d'achat aux plus pauvres et en même temps d'abaisser le pillage des ressources de la terre et la pollution mondiale.

2. La réduction drastique du revenu et du patrimoine des plus riches aurait un effet immédiat d'abaissement de la pauvreté dans chaque Etat : la pauvreté n'est en effet pas un état absolu, mais relatif au mode de vie moyen de la société dans laquelle on habite. Le patrimoine et le revenu d'une RMIste française en feraient une personne aisée dans beaucoup de pays du tiers-monde.

3. Le mode de consommation des couches les plus riches tire systématiquement vers le haut le mode de consommation des couches qui viennent juste après, qui elles-mêmes du coup exercent le même effet sur les couches suivantes, moyennes, inférieures... Pour Thorstein Veblen, cité par Hervé Kempf et considéré par Raymond Aron comme l'équivalent d'un Tocqueville ou d'un Clausewitz dans le domaine de l'économie, cette dernière est dominée par un principe : "si l'on met à part l'instinct de conservation, c'est sans doute dans la tendance à l'émulation qu'il faut voir le plus puissant, le plus constamment actif, le plus infatigable des moteurs de la vie économique proprement dite". La production nécessaire à couvrir les besoins concrets de l'existence est assez facilement atteinte de nos jours dans une société donnée. Mais à partir de là, "L'accroissement de la production et le besoin de consommer davantage s'entre-provoquent : or ce besoin est indéfiniment extensible" écrivait Veblen en 1899.

"Répartir autrement les richesses afin d'éradiquer la pauvreté et de préserver l'avenir de la planète."

L'instauration d'un revenu maximal autorisé, qui pourrait se fixer autour de 6 à 10 fois un smic mondial⁷, en même temps qu'il permettrait une répartition de richesses remédiant à la pauvreté mondiale, aurait ainsi un effet stratégique pour ralentir radicalement notre course criminelle à la consommation.

"Malgré ce gaspillage effréné de ressources naturelles de la planète, la misère fait des ravages dans le monde."

Le "travailler plus pour gagner plus" n'est qu'un concept mensonger qui ne solutionne en aucune manière l'impératif écologique auquel nous devons répondre, sous peine de menace sur la survie de l'espèce. Il sert à détourner l'attention des salariés des vraies solutions, celles qui doivent permettre à la fois de combattre la pauvreté et d'éviter la catastrophe écologique.

Le mot d'ordre qui revêt aujourd'hui plus que jamais dans l'histoire une dimension prioritaire est "répartir autrement les richesses et changer de mode de production afin d'éradiquer la pauvreté et de préserver l'avenir de la planète". C'est lui qui doit guider avec une priorité absolue nos combats et nos choix politiques d'aujourd'hui. Nous avons un devoir de résistance qui doit nous pousser à nous opposer systématiquement à toute aggravation des inégalités, tout transfert des richesses vers les plus riches, et à lutter pour toutes les mesures qui peuvent mettre le curseur dans l'autre sens.

La rentrée sociale 2007-2008 dans l'Etat français va largement nous en donner l'occasion. □

⁶ Suite de l'article de l'Alda! du 13 septembre 2007.

⁷ Le seuil correspondant à une empreinte écologique d'une planète est le niveau de production de la France des années 1970, c'est-à-dire que si toute l'humanité actuelle produisait et consommait comme le français moyen de cette époque-là, la planète pourrait suffire à produire les ressources nécessaires, assurer leur renouvellement, et assimiler les déchets produits.

⁸ D'après un expert du PNUD cité par Hervé Kempf, journaliste au Monde et auteur d'un livre vraiment remarquable, qu'il faut absolument lire : "Comment les riches détruisent la planète". La plupart des chiffres et exemples cités ici en sont issus.

⁹ Le rapport de revenu individuel entre les 793 milliardaires mondiaux et les centaines de millions d'humains les plus pauvres de la planète se situe aujourd'hui autour de 100 000, voire du million !

Mus partida bat balitz!!

Kiskil

Azken aste hauetan zaparta anitz izan da Euskal Herri honetan, frantses eta espainolak jukutri gaitzan ari izan zaizkigu! Tzarkeria buruan, euskaldunen kartzelatzen! Euskaldun batzuk aldiz ausartziaz beteta, kontsulta baten proposamena, mahai gainean ezarri dutelarik!!

Lehen gertakaria: astelehen normal bat D. Garazin, jendea usain bezala merkatura zoalarik ttipi ttpa, harrituta gelditzen dira, animaleko polizia andana Donibane guzia hartzen zutela.. Ba zenbaitzuk uste izan dute bilatzen dituzten munduko gaiztagin handi horietarik bat gauaz Garazi eskualdera etorri zela.. ba pentsa lekuko izate batzuen arrastatzen ari dira! 15etarik: 10 libro - 5 preso. Preso direnek zer leporatzen zieten? Hori Pariseko epailei galdegin beharko, nehork ez baitaki! Paso!

Bigarren gertakaria: Autonomi erkidegoko lehendakariak deklarazio ikusgarri bat egiten du, non aipatzen duen 2008ko urriaren 25an kontsulta bat plantan jarriko duela, Madrilgo agintariak nahi hala ez! Galderak zein diren? oraino ez jakin. Mementokoz, bost axola interesantea dena, gure aurkariak erakustea, euskaldunek, lurraldetasun batean ausartziaz jokatzeko direla, hain luzaz gelditurik egon diren PNV alderdi politiko bategandik gainera! Hordago!

Hirugarren gertakaria: Hau zela eta bakoitzak gure gogoetetan ari ginen... jakiten dugularik Batasuneko bilkura batetik ateratzean, 23 pertsona atxilotuak direla. Hau ba istorioa! Zer dute ba buruan espainol burrunba horiek? Beste alderdi batzuen ilegalizatea ere martxan jarri nahi dutelarik... Beste batzuk, aspaldi honetan isilik daudelarik! Zerbaite prestatzen? Enbido! Bost gehiago! Idoki!

Mus partida honen segida oraino ez jakin, ondoko asteetan - hilabeteetan izanen da mugimendu onera edo txarre-rra! Hauteskundeak direla eta, bakoitzak erakutsi nahi du nork duen indar gehiago, mus partida hau ez da bururatua. Ea ba nork azkenik kanta eginen duen eta partida irabaziko!

□

PASCAL "SKUAL" MULET

Une autre finance est-elle possible ?



Avance de moyens, finance capitaliste et finance solidaire

Qui n'a pas entendu parler de la finance et de ses déboires ? La crise financière de cet été nous a brutalement rappelé à quel point la planète finance semble folle et opaque. Pourtant, d'autres finances sont possibles ! *La Semaine de l'épargne solidaire en Aquitaine*, qui aura lieu en Pays Basque du 20 au 27 octobre sera l'occasion de mieux connaître cette partie cachée et encore marginale de l'iceberg. Parallèlement à cette manifestation, *Alda!* lance une nouvelle session sur le thème de l'épargne et de la finance. Voici pour commencer une petite histoire.

L'avance de moyens, une validation sociale antérieure à la réalisation du projet.

Robinson, sur son île, n'en peut plus de manger des crabes qu'il attrape sur la plage. Il veut du poisson. Pour cela, il imagine un bateau assez solide pour pouvoir pêcher au large. Mais, il n'a pas les réserves de vivres suffisantes pour se consacrer entièrement à ce projet (c'est un boulot de dingue). Il lui manque les moyens nécessaires au démarrage de son activité, et ne peut donc la lancer seul. Alors qu'il allait abandonner, il croise Vendredi et lui explique son projet et son dépit. Celui-ci à juste titre un stock de vivre. Il lui dit : "*Je peux t'aider, car j'ai justement ce qu'il te manque (j'ai épargné). Je suis prêt à t'en prêter une partie pour que tu puisses te lancer. Tu me rendras l'équivalent en poissons. J'adore le poisson.*"

On ne peut pas parler à proprement dit de finance à propos de cette histoire, car il n'y a pas circulation de monnaie. Mais on peut en relever deux principes. Tout d'abord, que certains projets demandent plus de moyens qu'une seule personne ne peut en posséder. Deuxièmement, que pour qu'il y ait prêt, il faut que ce projet soit validé socialement à l'avance. Quand j'achète une marchandise, je valide après sa conception l'utilité qu'elle a pour moi. Dans le cas qui nous intéresse, Vendredi fait un pari sur l'avenir : il prend le risque de voir disparaître une partie de ses conserves (si le projet échoue) car il pense que Robinson va ramener du poisson, et que le fait d'avoir du poisson est un plus pour eux.

Dans notre système capitaliste, les principes sont les mêmes quand ma banque prête de l'argent à *Alda!* qui a besoin de moyens pour gros-

sir : je fais un pari sur l'avenir car je pense que *Alda!* engrangera assez de profits pour me rembourser, mais en plus pour me payer un intérêt conséquent. J'ai donc validé "à l'avance" ce projet.

Il n'y a pas une, mais des finances

Ainsi, ces deux principes, qui sont à la base de la finance capitaliste, sont communs à tout système d'avance de moyens. Que ce soit un prêt bancaire, l'achat d'actions ou d'obligations, ou encore un crédit accordé par un Etat à la recherche, on retrouve toujours les mêmes principes : avancer des moyens à un projet pour en retirer quelque chose. Ensuite, ce sont les finalités que l'on donne à cette pratique, le "*quelque chose*" (création de plus-value monétaire ou amélioration du bien être de la collectivité, par exemple) qui vont varier, et avec eux les moyens mis en place et la manière dont sont prises les décisions de validation (par le marché, par les urnes...).

La finance capitaliste

Une des spécificités du capitalisme, c'est le capital. Marx le définit comme de la valeur qui s'accroît d'elle-même, qui s'autovalorise : celui qui est propriétaire d'un capital de base l'investit dans une industrie quelconque, avec pour unique objectif d'en retirer une plus-value monétaire. Et une des spécificités du capitalisme financier d'aujourd'hui, c'est la séparation entre la gestion des entreprises multinationales et leur propriété. Quelques grandes banques ont réussi à concentrer le capital entre leurs mains et à imposer la folle logique de la finance à l'économie réelle dans le seul but de créer de la valeur financière, sans aucun soucis sur les conséquences que cela peut avoir sur le monde réel (catastrophes sociales, environnementales, ...).

Les structures de la finance capitaliste suivent une logique capitaliste. Mais d'autres modèles et d'autres logiques existent. La finance solidaire en est une preuve concrète.

□

^oou un groupe de personnes

^ovoir *Alda!* du

22 février 2007 : www.mrafundazioa-alda.org/article-5900576.html

01 mars 2007 : www.mrafundazioa-alda.org/article-5900627.html

Projet de politique linguistique 2007-2010

"Faire naître des locuteurs complets" en donnant la priorité "aux jeunes générations".

En Décembre 2006, a été adopté par le conseil d'administration de l'Office Public de la langue basque un Projet de politique linguistique pour la période 2007-2010. Ce document fixe les mesures et orientations que les institutions et pouvoirs publics auront à mener dans les prochaines années dans le cadre de la mise en place et du développement d'une politique linguistique en faveur de l'euskara en Pays Basque nord (Iparralde).

Ce projet a été élaboré suite à un travail de concertation avec les opérateurs du monde associatif.

Hiztun osoak helburu, haur eta gazteak lehentasun

Le projet de politique linguistique adopté s'articule autour d'un objectif central, "faire naître des locuteurs complets" et un cœur de cible "les jeunes générations"; ainsi, pour faire face à la situation linguistique en Iparralde (vieillesse et perte du nombre de basco-

phones), un objectif d'accroître le nombre de locuteurs capables d'utiliser l'euskara dans toute situation de la vie sociale en travaillant en priorité auprès des enfants et jeunes.



*Hizkuntza Politika proiektuak
12 erronka nagusi finkatzen ditu ;
eta arlo bakoitzarentzat,
norabide estrategikoak
eta lan-ardatz zehatzak
proposatzen.*

Pour cela, le projet de politique linguistique identifie 12 enjeux majeurs comme des thématiques sur lesquelles il faudra agir pour atteindre l'objectif fixé :

- √ La transmission familiale,
- √ Le domaine de la petite enfance,

- √ L'enseignement,
- √ Les médias,
- √ Les loisirs,
- √ L'édition,
- √ La toponymie,
- √ La place de la langue dans la vie sociale,
- √ L'apprentissage de la langue par les adultes,
- √ La qualité de la langue,
- √ Le domaine de la recherche,
- √ La motivation.

Pour chacune de ces thématiques, le projet définit des orientations stratégiques et des axes de travail concrets : définition de séries d'actions, initiatives, projets à mettre en œuvre par les pouvoirs publics et/ou les opérateurs associatifs, publics ou privés en partenariat.



NB1 : possibilité de se procurer le document auprès de l'Office Public de la langue basque.

NB2 : à venir, une Fiche Technique sur les concepts de Politique et de Planification linguistiques.

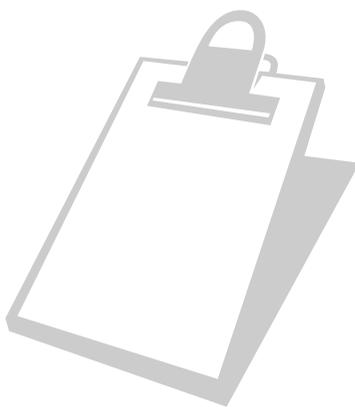
L'Agenda de la Fondation

2 CYCLES DE FORMATION :

Cycle Communication et expression orale :

La Fondation Manu Robles-Arangiz organise dans son local de Bayonne un ikastaldi exceptionnel de formation à la communication. Il s'agit de former ou de perfectionner la capacité de chacun de s'exprimer et de communiquer devant les gens, soit directement (en réunion, devant un public...) ou par le biais d'intermédiaires (devant des médias...). Il n'y a que douze places dans ce stage adressé à toutes les personnes qui dans leur militantisme quotidien ou à venir sentent le besoin d'améliorer leur capacité de communiquer leurs idées ou leur travail.

Les dates fixées sont : vendredi 23 novembre 18h00-22h00, samedi 24 novembre 10h00-13h30 et 15h30-18h00, vendredi 30 novembre 18h00-22h00 et samedi 1^{er} décembre 10h00-13h30 et 15h30-18h00.



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-aldia.org

L'ikastaldi sera intégralement en euskara. Nous avons besoin de connaître AU PLUS VITE les personnes intéressé(e)s par cet ikastaldi .

Merci de nous contacter au 06 14 99 58 79 ou à l'adresse ipar@mrafundazioa.org par retour de mail si vous êtes intéressé(e), même dans le cas où vous n'êtes pas sûr(e)s de pouvoir être libre.

Cycle Histoire du Pays Basque

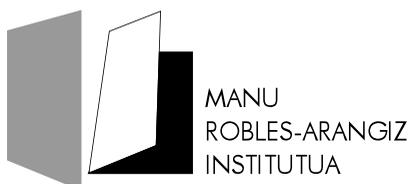
√ De la préhistoire à la fin de la romanisation : vendredi 7 décembre à 19h00

√ Le Royaume de Navarre : samedi 8 décembre à 14h30

√ L'époque moderne : samedi 22 décembre à 10h00

√ L'époque contemporaine : samedi 22 décembre à 14h30

Sessions de deux à trois heures maximum, réservez les dates d'ores et déjà sur votre agenda.



MANU
ROBLES-ARANGIZ
INSTITUTUA

Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
ipar@mrafundazioa.org
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Fernando Iraeta
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



ance ou au moins par une confédération belge aboutie

commerçant qu'un prêtre. Il m'avait d'ailleurs dénoncé à l'évêque parce que je portais un pantalon sous ma soutane! Mon père était un homme très épris de liberté et de justice sociale. Je me souviens que, pendant l'occupation allemande, notre séjour était toujours rempli de paysans, dont beaucoup ne savaient ni lire ni écrire, qui venaient faire remplir par mon père les déclarations imposées par les Allemands.

Enb.: Vous disiez que vous deviez votre engagement en faveur du Pays Basque à Walter Luyten et Willy Kuypers. Quel a été le point de rencontre entre vous et ces deux parlementaires abertzale flamands?

L. D.: En 1973, Walter et Willy sont revenus en Flandre après avoir été expulsés de la cathédrale de Bayonne, en même temps que Telesforo de Monzon, qui deviendra pour moi un grand ami. Nous avons été très émus par le témoignage de Walter au cours de journées de réflexion que nous avons organisées à Anvers. Il avait ramené avec lui deux petits disques qui contenaient deux chansons, *Aita kartzelan duzu*, et *Xurtxuri baten gainean xoria*, que nous avons traduites en flamand et que nous avons chantées au cours de soirées festives. Ça a été un gros succès auprès des jeunes Flamands qui apprenaient ces chants.

La même année, nous avons invité à notre Aberrri Eguna du 1^{er} juillet, autour de la fameuse Tour de la Paix de Diksmuide, érigée par nos parents au lendemain de la première guerre mondiale, et où les Basques étaient nos invités d'honneur, une délégation avec, entre autres, Roger Idiart, Davant, Monzon, Etxamendi et Larralde. Monzon, avec son charisme et sa ferveur bien connus, a fait un court discours, tout en basque. Nous n'avons rien compris à part des mots comme dictature ou liberté, mais il a déchaîné un tonnerre d'applaudissements. Je me souviens que les deux Eñaut ont chanté ces deux chansons, reprises par les 70.000 abertzale flamands présents. Ce fut un moment de grande émotion.

C'est à partir de cette date que j'ai commencé mes séjours au Pays Basque. En 1975, avec deux jeunes enseignants flamands qui venaient de se marier, nous avons fondé FLIK (FLandriatik IKastolentzat) pour organiser, chez nous, des soirées basques pour soutenir les ikastolas d'Iparralde qui n'étaient pas encore reconnus et manquaient d'argent. Une goutte d'eau certes, mais très importante pour nous, car symbole de la solidarité entre Flandre et Pays Basque.

A partir de 79, avec quelques-uns de nos anciens élèves devenus jeunes enseignants, nous avons commencé des chantiers de travail pendant les vacances d'été. Principalement en Soule

avec Junes Cazenave et Roger Idiart. Nous avons travaillé à la restauration de petites églises en haute Soule. C'est à cette époque que Roger Idiart m'a instruit, et je lui en suis reconnaissant depuis, sur la situation au Pays Basque, notamment sur le collaborationnisme de la hiérarchie catholique avec le régime franquiste en Hegoalde et avec le système ici en Iparralde.

Très rapidement nous avons été sollicités par les responsables des ikastolas qui s'ouvraient un peu partout ici en Iparralde pour les aider dans les constructions et les aménagements. Je me souviens qu'ici à Donapaleu en 84, les parents de l'ikastola nous préparaient le repas de midi. Il y avait une véritable fraternité entre nous, les Flamands, et les Basques que nous venions aider. Au cours de mes séjours j'ai souvent résidé avec Walter chez Eñaut Etxamendi qui nous a fait connaître les sept provinces.

C'est à ce moment-là que des parents m'ont demandé de venir préparer un projet de catéchèse en euskara. L'évêque de l'époque ne voulait que le français. Bien entendu, les parents des ikastolas ne pouvaient rien payer. Il me fallait trouver un financement pour m'expatrier de Flandre en Pays Basque. Comme j'avais 55 ans, mon évêque m'a autorisé à laisser mon poste de travail dans l'enseignement supérieur et à me mettre en disponibilité pour venir au Pays Basque travailler sur un projet de catéchèse.

Enb.: Vous aviez donc un évêque compréhensif?

L. D.: Je dois dire que mon évêque, Paul Vandenbergh, qui est toujours évêque d'Anvers, est un vrai abertzale flamand. Nous sommes du même coin des Flandres, près d'Antwerpen, nous avons le même âge, nous avons été condisciples à l'université de Louvain et nous sommes restés amis. Il m'a dit: «Ludo, j'avais d'autres projets pour toi, mais je t'autorise à aller au Pays Basque, dans l'esprit des Fidei donum, travailler sur la catéchèse en euskara, car, depuis la dictature franquiste, l'église a une énorme dette envers le peuple basque». Je dois dire que ces paroles m'ont bouleversé. Je reste d'ailleurs incardiné dans le diocèse d'Anvers, ce qui m'épargne la tutelle de l'évêque de Bayonne.

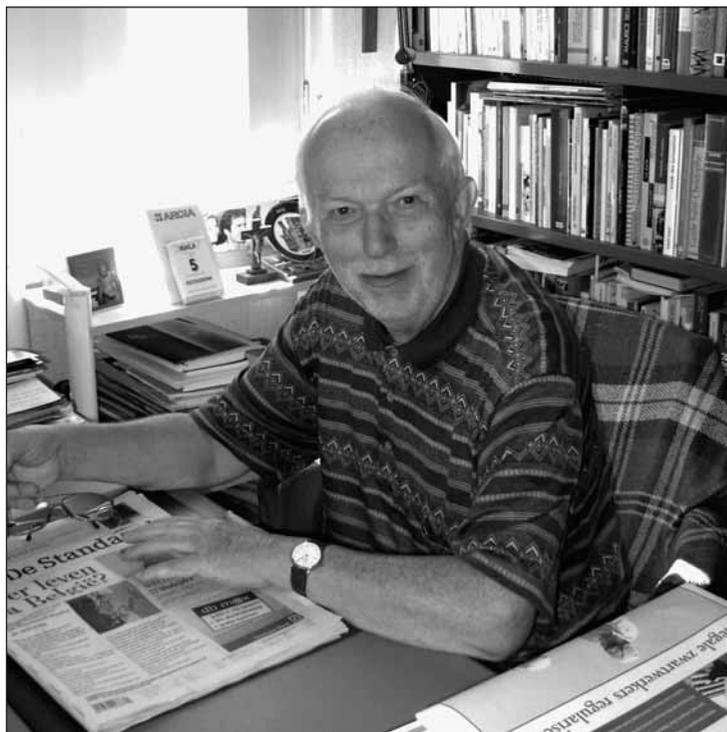
Durant mes séjours ici, j'avais fait la connaissance des franciscains de Donapaleu. Tout le monde se sentait accueilli ici. C'était un lieu de liberté et de réflexion extraordinaire. C'est pour cela qu'en arrivant en Euskal Herria, en 1988, je me suis installé au couvent et que j'ai commencé à travailler avec Manex Erdozainzi, Aita Santos, Xantxo Iturrioz, Frère Gabriel. J'ai passé l'essentiel des deux années, de 88 à 90, à apprendre l'euskara au couvent bénédictin

de Lazkao.

Puis, lorsque je me suis définitivement installé ici, j'ai vécu, pendant deux ans, ma première expérience de curé de campagne. Elle m'a complètement ouvert les yeux sur les problèmes d'Iparralde. C'est frère Gabriel qui m'a poussé à acheter cette maison qui était en vente à côté du couvent, en me disant que je se-

ment. Les deux éditions suivantes, 5.000 autres exemplaires, sont parties en quelques mois, dans les écoles de la filière D (D eredua) En deux ans et demi j'ai rencontré plus de 7 000 jeunes, essentiellement en Hegoalde.

Enb.: L'organisation fédérale belge est actuellement en crise. Quel est



rais autonome tout en faisant partie de la communauté. J'en ai fait une maison d'accueil Flandriako Etxea Euskal Herrian.

Enb.: Très rapidement vous vous êtes attelé à la tâche pour laquelle vous aviez obtenu l'autorisation de vous expatrier en Pays Basque.

L. D.: Après avoir appris le basque à Lazkao, je me suis mis à travailler pour la catéchèse d'après l'évangile de St Marc. J'ai consacré cinq ans à cette tâche qui a été véritablement un travail de moine. En 95, nous avons publié deux volumes en batua, le premier pour les enfants de 8 à 10 ans, le second pour les parents et les catéchistes. Ces deux livres ont également été publiés en bizkaïen. J'ai parcouru les sept provinces pour faire la promotion de ces deux ouvrages au cours de réunions des parents et des catéchistes, dans un nombre incalculable de paroisses, surtout en Hegoalde.

Entre temps, j'étais tombé sur l'ouvrage *Berri Ona Kantuz* que Roger Idiart avait publié en Labourdin. J'ai mobilisé sept personnes d'Hegoalde et après trois ans de travail en profondeur nous l'avons publié en batua en 2004. Nous avons fait un premier tirage de 5.000 exemplaires, financé grâce aux fonds collectés lors des soirées basques de Flandre, et nous les avons distribués gratuite-

votre sentiment sur le devenir du royaume?

L. D.: L'Etat belge est un Etat contre-nature, fondée en 1830, comme un Etat tampon entre la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, dans la foulée du Congrès de Vienne qui avait redessiné en 1815 la carte d'une Europe mise à mal par l'impérialisme napoléonien. Les 17 provinces flamandes avaient déjà été dissociées durant l'occupation espagnole des XVI^{ème} et XVII^{ème} siècles, éloignant les provinces néerlandaises des nôtres. La création de la Belgique va malheureusement entériner cette véritable coupure entre la Flandre des Pays-Bas et celle de Belgique. Dès la création de la Belgique, la haute bourgeoisie francophone détient le pouvoir et impose ses règles de fonctionnement, à commencer par la langue.

Mes parents, fils et fille de paysans néerlandophones, ont dû faire leurs études d'enseignants exclusivement en français. Je fais partie de la première génération à avoir pu faire ses études en flamand, à l'exception d'une ou deux matières dont les professeurs francophones n'avaient pas encore été remplacés par des néerlandophones.

C'est donc au terme d'une dure lutte de plus d'un siècle que la reconnaissance de notre langue a été obtenue. Et ce n'est que dans les années 60 que les

(Suite page suivante)



Ludo Docx : l'avenir de la Flandre passe par l'indépendance ou au moins par une confédération belge aboutie

➔ (Suite de la page 9)

limites linguistiques territoriales ont été arrêtées. Il a donc fallu 130 ans au soi-disant Etat belge pour accepter la réalité historique. A l'issue de cette reconnaissance, Bruxelles se trouve dans la zone flamande, ce qui est incontestable. En 1880, 80% des Bruxellois étaient et parlaient flamands. 100 ans plus tard, ils n'étaient plus que 15%. La ville a été complètement francisée par les structures officielles de l'Etat belge. Pourtant, si on la regarde on constate que l'architecture est complètement flamande.

Nos parents et nous, nous nous sommes battus pour l'autonomie de la Flandre, et ce n'est qu'en 1992 que nous avons obtenu un Etat fédéral belge, avec la reconnaissance de trois entités: Flandre, avec 6 millions de citoyens, Wallonie avec 3 millions et Gewest Brussel (Bruxelles-Hal-Vilvorde) composée de 19 communes et qui compte un million d'habitants. Seule cette dernière est officiellement bilingue. Au nom de la pseudo unité belge, le roi Baudouin n'a jamais accepté ce système fédéral. Il en est d'ailleurs vraisemblablement mort.

A partir de là, chaque communauté a eu son propre gouvernement régional. Le statut de Bruxelles est beaucoup plus complexe en raison de son bi-communautarisme. Il est certain que le cas de Bruxelles, située en territoire flamand, est un problème et le deviendra encore plus à l'avenir.

Le sentiment d'identité nationale flamande a été le moteur de cette évolution vers l'autonomie et le fédéralisme. Le mérite de parlementaires comme Walter Luyten et Willy Kuypers a été grand. Leur combat a été exemplaire. La plus grande difficulté pour eux a été de combattre le procès en séparatisme ou irrédentisme qui était fait aux Flamands. C'est toujours le procès que l'on fait à ceux qui veulent exister: cet amalgame insupportable entre le désir de reconnaissance identitaire et le séparatisme. Nous autres nationalistes flamands, nous sommes des internationalistes, comme tous les authentiques nationalistes. Des gens ouverts, aux antipodes des racistes xénophobes du Vlaams Belang (ex Vlaams Blok) qui font tant de mal au mouvement abertzale flamand. Ces racistes sont ultra minoritaires chez nous, mais nos opposants les utilisent sans vergogne pour tenter de nous discréditer. Il n'est que de voir les journaux français qui ne peuvent jamais parler de la Flandre sans mentionner le Vlaams Belang. Notre objectif est la construction d'une Europe des peuples au lieu de cette Europe des Etats.

Enb.: Malgré tout on reconnaît la force et la légitimité des Flamands.

L. D.: Oui, malgré cela, on reconnaît

la force des Flamands. Non seulement parce que nous sommes majoritaires en Belgique. Mais aussi, parce que, en 40 ans, nous avons su sortir la Flandre de la pauvreté endémique qui était la sienne jusque dans les années 60. Souvenons-nous que nos ouvriers allaient travailler dans les mines de Wallonie pour des salaires de misère. L'évolution du port d'Anvers a joué un rôle moteur pour sortir la Flandre de sa pauvreté. Anvers est devenu le deuxième port européen et a entraîné l'industrialisation et un développement très dynamique des activités.

La Flandre est à présent riche, alors que la Wallonie s'est appauvrie, en raison de son immobilisme. Au contraire de la Biscaye, les Wallons n'ont pas su mener la reconversion après la fermeture des mines et le déclin de la sidérurgie lourde. Cette incapacité est largement due à la corruption de l'Etat PS. Jusqu'aux dernières élections de juin dernier, le PS a régné de façon hégémonique sur la Wallonie et, dans une certaine mesure, sur l'Etat fédéral. Les Wallons ont profité de l'Etat fédéral pour obtenir des subventions à outrance, avec leur cohorte de gabegie et de corruption. Les mines, par exemple, ont englouti des milliards pour, au bout du compte, finir par fermer. La corruption des apparatchiks PS qui détenant les cinq provinces wallonnes est inimaginable.

Fort heureusement les dernières élections ont mis un terme à l'Etat PS. Les libéraux du Mouvement Réformateur (MR) sont arrivés en tête en Wallonie, devant le PS. Il faut noter qu'à Bruxelles les libéraux du Mouvement Réformateur (MR) se sont alliés avec le Front des Francophones (FDF) pour faire barrage au PS. Le problème c'est que ces gens du FDF sont des anti-flamands enragés.

En Flandre une coalition entre les Démocrates chrétiens (CDV) et les abertzale flamands du NVA (Nouvelle alliance flamande) s'est constituée et est arrivée en tête aux élections de juin, avec plus de 30% des voix. Le démocrate chrétien, Yves Leterne, a été chargé de constituer le gouvernement fédéral mais a jeté l'éponge au bout de trois mois de négociations infructueuses, avant d'être de nouveau sollicité par le roi.

Enb.: Comment voyez-vous l'avenir de la Flandre?

L. D.: Pour moi, les demandes de la coalition victorieuse pour davantage de compétences pour les Flamands ne sont que des exigences minimum. Elles sont pourtant rejetées. Les Flamands payent chaque année des milliards qui servent en priorité à remplir les poches des politiciens wallons et bruxellois socialistes. Ce qui se passe, par exemple, dans la gestion de la sécurité sociale est une honte.

Je le redis, je ne suis pas un séparatiste, surtout pas dans le sens du Vlaams Belang. Je suis pour un Etat confédéral qui délèguera l'essentiel des responsabilités à chaque gouvernement autonome. Je n'ai jamais eu de problème avec les Wallons, ni au séminaire ni à l'université. C'est d'ailleurs grâce à eux que j'ai appris le français. On nous décrit comme des ennemis, mais nous ne sommes pas ennemis. Ce sont nos frères et nos sœurs. Mais cette classe politique wallonne corrompue c'est autre chose.

Pour le moment, on ne voit pas trop clair sur l'avenir politique. Sans doute que la vie commune, telle que nous l'avons vécue jusqu'ici, est devenue impossible. Pour ma part je pense que, même si le royaume belge est sauvé et perdure, ça ne peut pas être dans sa configuration actuelle. Un confédéralisme très poussé, très abouti, doit se substituer au fédéralisme actuel. C'est la condition sine qua non si l'on veut que la Belgique continue à exister. Le titre du *De Standaard* d'aujourd'hui est «il y a une vie après la Belgique». Personnellement je crois qu'il y aura une vie après la Belgique, que nous serons capables, dans le contexte européen, de nous gérer nous-mêmes. Les constitutionnalistes flamands ont déjà préparé une constitution pour la Flandre, dans le cadre d'une indépendance quasi complète. Dans ce projet le maintien du royaume belge est secondaire.

Pour nous Flamands, la séparation ne changera rien en matière linguistique, puisque nous avons une autonomie linguistique complète. L'avantage sera une gestion directe et indépendante, sans tutelle de l'Etat belge. Je ne suis pas opposé à la solidarité entre les communautés. Mais la solidarité doit être juste. Cela est différent d'une approche de profiter qui est la situation que nous connaissons à ce jour. Nous devons construire notre identité de manière encore plus forte et personne n'a le droit de nous en empêcher. Ce qui m'inquiète, c'est la volonté des francophones, notamment du FDF, d'agrandir le Gewest Brussel (Bruxelles-Hal-Vilvorde) situé au cœur de la Flandre, au-delà des 19 communes actuelles. C'est le signe que les rêves d'hégémonie sont loin d'être évanouis.

Nous, au contraire, nous demandons la scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Car grâce aux «communes à facilités» de cet arrondissement, les quelques 200.000 francophones qui vivent dans la périphérie de Bruxelles, c'est-à-dire en Flandre, peuvent voter pour des listes francophones malgré leur lieu de résidence. De telles anomalies ne sont pas acceptables.

Pour mieux comprendre la complexité de l'échiquier politique belge

Principaux partis néerlandophones :

Gauche et centre gauche:

Socialistische Partij Anders (SPA)
SPIRIT (Sociaal, Progressief, Internationaal, Regionalistisch, Integraal democratisch en Toekomstgericht)

Droite et centre droit:

Christen Democratisch en Vlaams (CDV)
Nieuw Vlaamse Alliantie (NVA)
Open Vlaamse Liberale en Democraten (Open VLD)

Extrême droite:

Vlaams Belang (VB) ex-Vlaams Blok

Principaux partis francophones:

Centre gauche:

Parti Socialiste (PS)
Ecolo (Ecologistes confédérés pour l'organisation de luttes originales)

Droite et centre droit:

Centre Démocrate Humaniste (CDH) ex-Parti social chrétien
Mouvement réformateur (MR) qui comprend:
Parti Réformateur Libéral (PRL)
Front Démocratique des Francophones (FDF)
Mouvement des citoyens pour le changement (MCC)

Extrême droite:

Front National (FN)

Il existe également des partis germanophones et une multitude (plus de 25) de petits partis couvrant tout le spectre politique de droite à gauche.



Toute la direction de Batasuna en prison

A l'initiative du juge anti-terroriste Garzón, les Espagnols ont procédé à partir du 2 septembre à l'une des plus grandes opérations policières contre les dirigeants de la gauche abertzale, procédant à l'arrestation de 25 personnes, déférées devant l'Audiencia nacional. On s'accorde à dire que l'objectif est plus politique que judiciaire.

DANS l'après-midi du 2, la police espagnole effectuait à Donostia, l'interpellation d'Oihane Agirre, une responsable du mouvement pro-amnistie Askatasuna, et de Joseba Alvarez, mahaikide de Batasuna. Pour ce dernier, il a fallu neutraliser une partie du Vieux Quartier où il réside, ce qui a eu pour effet une mobilisation de ses voisins et amis. En présence de son père, l'écrivain «Txillarregi», il a été embarqué non sans mal dans un fourgon. Du haut des ruelles, une pluie d'objets divers a finalement accompagné la retraite des forces dites de l'ordre. Après trois jours d'incommunication, les deux militants ont été présentés au juge Garzón qui les a inculpés d'appartenance à bande armée.

Le 4 septembre au soir, la même police nationale, sur mandat du même juge a procédé d'abord à Olaberria (Gipuzkoa), sur le parking du supermarché Carrefour, à l'arrestation du porte-parole de Batasuna, Joseba Permach, et de Joxe Petrikorena. Puis, investissant totalement le bourg de Segura (Gipuzkoa), elle a interpellé les 21 participants d'une réunion clandestine de l'ex-Bata-

suna. Parmi eux, Rufi Etxeberria, négociateur lors de la trêve Lizarra-Garazi et deux Basques de citoyenneté française, la labourdine Haizpea Abrisketa et le bas-navarrais Jean-Claude Aguerre.

journalé dans les locaux de la police nationale de Donostia.

La rafle coïncide avec la venue en Euskadi de deux négociateurs, experts en conflits, Roelf Meyer et Brian Currin.



Les domiciles respectifs ont été perquisitionnés, comme a été perquisitionné le siège d'EHAK (communistes abertzale) au polygone de Belartza, à Donostia. La parlementaire EHAK Nekane Erasquin, ainsi que son avocat Iñigo Iruin, ont été refoulés. Avant d'être transférés à Madrid, la plupart des interpellés ont sé-

certains responsables de Batasuna, arrêtés le 4, les avait rencontrés le 1^{er} septembre. Et le 5 à midi, devant la prison donostiar de Martutene deux historiques du Sinn Fein, Pat Rice et la députée européenne Barbre de Brun ont déploré la situation, avant d'aller rendre visite au leader emprisonné de Batasuna, Arnal-

do Otegi.

Des manifestations se sont déroulées afin de dénoncer la répression, dont l'une le 5 au soir devant le consulat d'Espagne à Bayonne, en présence d'une bonne centaine de personnes.

Parmi les protestations, celle du porte-parole de l'EBB du PNV, Iñigo Urkullu, s'interrogeant sur la légitimité des détentions, «*parce que Baltasar Garzón nous a habitués à des coups d'éclat*». Le parti Aralar a qualifié l'opération d'«*énormité judiciaire et politique*». Quant au ministre EA de la Justice du gouvernement de Gasteiz, Joseba Azkarraga, il a dénoncé ces arrestations assurant qu'elles répondent à une «*opportunité politique évidente*». Le seul porte-parole encore en liberté de Batasuna, Pernaldo Barrena a parlé de «*déclaration de guerre*».

Tout ceci n'est pas sans rappeler un précédent fameux: l'incarcération par Aznar en février 1997 des 22 responsables de Herri Batasuna, libérés en avril, condamnés en automne pour collaboration avec ETA, emprisonnés jusqu'en juillet 1999, quand le Tribunal constitutionnel décréta le délit inexistant.

Réactions

Abertzaleen Batasuna

ABERTZALEEN BATASUNA s'élève contre l'opération policière menée jeudi dernier à l'encontre des membres de la direction du parti politique Batasuna. Il est indéniable que ce parti politique est le représentant public d'une partie conséquente de la population du Pays Basque. A ce titre, il devrait être ceint d'une immunité démocratique. Il n'y a qu'en Turquie et dans l'Etat espagnol que des partis politiques sont ainsi rendus illégaux, et ce n'est guère le signe d'un respect des droits civiques. En ce qui concerne le Pays Basque, c'est même la seconde fois en 10 ans que la direction politique de cette tendance se voit incarcérée.

Pour AB, le fait qu'un juge prenne une telle décision ne signifie pas automatiquement qu'il s'agisse d'une décision de justice. Dans une situation telle que celle du Pays Basque, la résolution démocra-

tique du conflit suppose un dialogue entre toutes les parties prenantes, sans exclusive et dans la garantie du respect des droits de chacune d'entre elles. A ce titre il est anormal que l'un des partenaires de ce dialogue soit en prison et soit amené à discuter de paix dans ces conditions avec celui-là même qui l'a incarcéré. Même la France, au lendemain des événements en Kanaky et notamment à Ouvéa, avait garanti cette immunité pour les représentants du FLNKS. Michel Rocard l'a bien rappelé à Saint-Jean-de-Luz au début de l'année, et en a parfaitement souligné l'importance dans le cas du Pays Basque aujourd'hui.

AB considère que cette décision est scandaleuse et réclame non seulement la libération des membres de la Mahai nazionala de Batasuna, mais également la fin de la mesure d'illégalisation qui le frappe.

ELA

LE syndicat ELA dénonce l'arrestation, de plusieurs dirigeant(e)s de la gauche abertzale au Goierri en Gipuzkoa. ELA considère qu'une fois de plus les procédures judiciaires sont instrumentalisées dans le but d'attenter aux droits les plus élémentaires comme le droit de réunion, d'expression et de manifestation. Zapatero poursuit ainsi une politique, initiée par Aznar, qui bafoue les droits et prétend empêcher l'expression d'une

sensibilité politique présente dans la société basque.

La répression des idées est absolument inacceptable, car elle met à terre les principes démocratiques les plus élémentaires. C'est pourquoi ELA, au delà de l'expression de sa solidarité avec les personnes arrêtées, exige que soit rétablie la possibilité d'expression politique pour toutes les options existantes, en supprimant les lois qui s'y opposent.

■ **Autres arrestations.** A l'occasion d'un contrôle entre Biriatiou et Hendaye, la gendarmerie a interpellé le 5 septembre le réfugié Asier Tapia. Sur le coup d'un mandat d'arrêt pour ne s'être pas présenté à Madrid au procès de Segi, il a été placé sous écrou extraditionnel.

Egalement sous le coup d'un mandat d'arrêt, le réfugié donostiar Juan Carlos Iriarte a été appréhendé le 4 septembre lors d'un contrôle routier à Hendaye, où il vit. Lui aussi devra comparaître à Pau pour répondre à la demande espagnole. Le 6 à Hendaye, 200 personnes ont réclamé sa libération.

■ **Finalement cinq détenus.** La spectaculaire opération médiatico-policière au prétexte des attentats anonymes perpétrés contre le complexe hôtelier de Bidarray, tenu à l'époque par le chef Alain Ducasse, s'est soldée par cinq détentions directes, soi-disant liées à l'affaire. Mis en examen sept jours après leur interpellation du 24 septembre — ce qui pose un problème juridique — Xabier Perez Susperregi, Mixel Barnetxe, Cedric Garay, Pantxo Flores et Joan Bidart ont comparu le 4 devant le juge des libertés et de la détention, qui a prononcé l'incarcération. La Chambre de l'Instruction

de Paris doit se prononcer définitivement.

Le 6 septembre, les familles ont interpellé le Sous-préfet et les élus à Osses. Les deux Basques citoyens espagnols sous le coup de mandats d'arrêt européen connaîtront leur sort cette semaine.

■ **Procès.** L'imprimeur bayonnais Hervé Larrieu, 39 ans, a été condamné le 1^{er} septembre à Paris à quatre ans de prison, dont trois avec sursis. Il ne retournera pas en prison. Poursuivi pour association de malfaiteurs (ETA), il est présenté comme ayant abandonné depuis longtemps l'organisation ar-

mée, sans l'assentiment formel de celui-ci.

■ **Précisions.** *Sud Ouest*, reprenant une interview de 20 minutes, exhume subitement la personne de Xabi Zumalde, présenté comme «*co-fondateur d'ETA*» pour stigmatiser l'organisation armée: «*Trois pelés et un tondu pour faire du bruit*», aurait-il dit. Celui qu'on appelait à l'époque «*Cabra*» a toujours joué sa propre partition et a vécu sa résistance en marge d'ETA, avant de se réfugier à Ascain. Cela n'enlève rien au talent, au charme et aux qualités du natif d'Oñati, aujourd'hui domicilié à Bilbao.



Réel espoir ou simple illusion ?

LA proposition présentée le 28 septembre devant le parlement de Gasteiz par J.J. Ibarretxe ouvre une nouvelle perspective. Pour beaucoup elle suscite un espoir parce qu'elle survient dans une période de désenchantement après l'échec de deux ans de contacts et négociations secrètes, aujourd'hui dévoilées, échec entraînant inévitablement une rupture de la trêve. Entre répression accrue tous azimuts et résistance épuisante, la reprise de la lutte armée n'offre en effet guère de perspective motivante car il paraît difficile, au vu de l'expérience des années passées, qu'elle puisse créer des conditions politiques plus favorables (accumulation des forces, usure de l'adversaire, soutien international...) à une issue négociée au conflit.

Mais les éléments qui font craindre que cette perspective ne soit qu'une simple illusion ne manquent pas. Le précédent du «*Plan Ibarretxe*» est dans toutes les mémoires, stoppé net par le niet des Cortés et qui ne vit jamais se réaliser la consultation promise. La pratique politique du Gouvernement basque est, elle aussi, parlante. Jamais les menaces de confrontation avec Madrid concernant par exemple la retenue sur le «*cupo*» des sommes correspondant aux compétences non transférées du Statut n'ont été suivies d'effet.

Le PNV a d'ailleurs toujours choisi depuis la transition de 77 la voie de la conciliation et de l'accord avec Madrid. Après 25 ans passés à la tête des institutions de la Communauté autonome il a, plus que d'autres, beaucoup à perdre. Même s'il garde une base populaire importante, il reste le parti de la bourgeoisie basque installée dans ses prérogatives et attachées à ses avantages acquis qui craint plus que tout l'instabilité politique et institutionnelle. Il redoute

Jakes Bortayrou

sûrement aussi le syndrome «*Trimble*» qui en Irlande, a fait du principal artisan des accords de paix coté unioniste, le grand perdant du changement politique.

La question de l'objectif réel d'Ibarretxe peut donc être légitimement posée: construire les bases de ré-

«La proposition Ibarretxe introduit une rupture dans le temps politique»

solution du conflit ou obtenir un statut amélioré? Le droit de décider qu'il veut faire reconnaître est-il autre chose qu'une demande suffisamment haute pour obtenir des concessions moindres? Enfin les opérations électoralistes vis-à-vis des secteurs souverainistes ne sont pas à écarter quand on se souvient des 80.000 voix gagnées à la gauche abertzale après la rupture de la trêve de 99.

Tous ces éléments et ces questions demeurent et doivent conduire à la prudence. Reste que la répétition ad vitam aeternam de la même logique n'est jamais sûre. La proposition Ibarretxe introduit une rupture dans le temps politique. En définissant des étapes précises, des dates et des procédures concrètes, elle amorce un compte à rebours dont Ibarretxe lui-même ne pourrait se dédire sans un coût politique majeur. Dès lors la réponse de toutes les forces abertzale ou simplement démocratiques peut-elle être autre que: chiche? Ne souligner que

les doutes ne va-t-il pas fonctionner comme une prophétie auto-réalisatrice? On n'y croit pas, on ne fait rien pour que ça marche, la société n'est ni mobilisée ni motivée, un front informel de l'inertie se constitue, la marge de manœuvre d'Ibarretxe se réduit d'autant et ça ne marche effectivement pas. Qui y gagnerait?

En Navarre et en Iparralde où la question du statut juridico-politique de ces territoires composant le Pays Basque ainsi que celle du droit de ses habitant(e)s à décider de leur avenir se posent également, cette perspective peut être l'occasion de mettre en œuvre une stratégie asymétrique, adaptée à chaque territoire qui permet de confluer, de converger vers un avenir commun à tous les habitants du Pays Basque. Si Ibarretxe n'a ni le pouvoir ni la légitimité pour organiser une consultation au-delà des trois provinces, c'est aux forces abertzale des autres territoires de travailler pour qu'y soit aussi donnée la parole au peuple, même si c'est dans des conditions et avec des rythmes différents.

En Pays Basque Nord la question de la consultation des habitant-e-s sur la reconnaissance institutionnelle de leur territoire est déjà posée de façon exemplaire par BATERA. La réalisation d'une consultation dans la CAB ne pourra que souligner davantage le déni de démocratie dont sont victimes les Basques du Nord si l'Etat français, le Parlement et le Conseil général continuaient à faire la sourde oreille. Comme le prévoyait la motion votée lors de l'AG de janvier 2004, la plateforme BATERA pourrait alors faire appel aux maires de ce pays pour qu'ils/elles répondent à cette demande citoyenne sous peine de discréditer encore plus les procédures démocratiques, le système politique et d'affaiblir encore la confiance des citoyen(ne)s dans leurs élu(e)s.

SAR HITZA

Ikus eta sinets...

HOZGAILU eta izotzgailuek eguneroko bizian ekartzen dizkiguten plazer eta laguntza paregabeak nehorik ezin ditu ukatu. Ia familiako kide ditugun bi elementu horiei pixka bat gehiago pentsatzen badugu konturatzen gira sasoi mugak hauts arazten dizkigutela. «*Ah zein goxo den marrubi eta tomateak urte osoan jatea... ez dea hala?*»

Noski, oparotasun hori gure etxetara ekartzea... ez da temperatura hotz ixtorio bakarrik. Nazioarteko garroien indartzeari ere lotua da. Egia erran, kasu hortan, ez da gehiago temperatura hotz ixtorio, baizik eta satsadura eta lurraren berotze kondutan sartzen gira!

Frantses estatuan, azken aldietan, izan dadin Grenelle «*ofizialean*» edo «*kontrakoa*», klima aldaketak, bio aniztasuna eta satsaduraren ondorioak osasunean gehingoaren kezka bilakatzen ari dira. Badirudi zinez denak konturatzen ari direla mundua mugatua dela, gure bizimoduen aldatzea beharrezkoa izanen dela (eta horrek gastuak badituela) eta azkenik

datozen belaunaldiek etikoki gure gaur egungo baliabide-xahutzeak kondentatzeko eskubidea dutela!

Duela gutti, prentsa eta irratiarian uztailetik geroz lan talde tematikoek gogoetazten dituzten aterabide batzu aipatu dituzte. Haietarik batek zion beharko zela 2012ko Estatu frantseseko talde otordu sistemaren %20an laborantza biologikoari esker segurtatu... Ez dirudi neurri ttipia!

Jakinez Sarkozy lehendakariak «*bilkuren garaia gure atzean dela*» eta «*ekintzaren garaia etorria dela*» aipatu duela Grenelle-i ongi etorria emaiteko... hurbiletik segitu beharko da urriaren bukaeran zinez zein neurri hartuak izanen diren!

Eta, neurriak hartzea zerbait da, baina oraino hurbilagotik ikertu beharko da zein medio (diru laguntza) argiki lotua izanen zaien!

Beraz, gure agendetan ezar dezagun denek hilabete hunen bukaeran hitzordu bat gehiago! Noski pentzetako OGMen debekatzeari buruz, autopisten eta nuklearraren gelditzeari buruz, etab. iraultza haundirik ez da espero.

Baina baikortasuna atxikitzeko, erran dezagun den mendre-neko neurri ona ingurumenak eskertuko duela.

Aldiz, Grenelle komunikazio operazio bat gehiago bezala agertuko den neurrian, jakin dezagun pedagogia egiten eta langileen eskubideen egokitzaren eta Europar itun sinplifikatuaren atzean zer gordetzen den erakusten.

Sommaire

Cahier n°1 Enbata

● Ludo Docx: l'avenir de la Flandre passe par une confédération belge aboutie... 4, 9 et 10

● Toute la direction de Batasuna en prison... 11

Cahier n°2 «*Alda!*»... quatre pages de 5 à 8